

BRÈVES AGRICOLES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Septembre 2024

Focus : l'impact de la sécheresse et des feux sur l'agriculture

Entre janvier et août 2024, 5,65 millions d'hectares ont brûlé au Brésil, avec une intensification historique au mois d'août qui représente près de la moitié (49 %) de cette superficie, selon une enquête de MapBiomas. La végétation native est particulièrement touchée par les feux. Elle représente 65% de la surface. En ce qui concerne les biomes, le Cerrado a vu 2,4 millions d'hectares partir en fumée, et il est suivi de l'Amazonie avec 2 millions d'hectares. Les pâturages sont les aires agricoles les plus touchées, représentant 24 % des terres brûlées en août. São Paulo, particulièrement frappé, a enregistré 370 000 hectares brûlés entre janvier et août, dont 86 % en août, surtout dans les zones agricoles. La canne à sucre a été la plus touchée avec 236 000 hectares brûlés. L'entreprise Tereos a notamment perdu 1,7 millions de tonnes de cannes à sucre d'une valeur de 100 millions BRL à cause des feux qui ont brûlé 10% de ses terres productives. Ces feux, souvent d'origine criminelle, sont exacerbés par une sécheresse historique (article [ici](#)).

Selon le Cemaden (Centre National de Surveillance et d'Alerte aux Catastrophes Naturelles), la sécheresse de 2024 est la plus intense et la plus étendue depuis 1950, affectant environ 5 millions de km², soit plus de la moitié du territoire brésilien. Plus de 70 % des municipalités sont concernées, avec 201 d'entre elles en situation de sécheresse extrême. Le niveau des rivières a dangereusement chuté, notamment dans le nord du pays, et la qualité de l'air s'est considérablement détériorée. Bien que les sécheresses soient habituelles dans les régions du Sudeste et Centro-Oeste, les températures actuelles dépassent largement les moyennes saisonnières, exacerbant la gravité de la situation. Le changement climatique rend ces événements extrêmes plus fréquents et plus intenses (article [ici](#)).

En termes économiques, ces vagues de chaleur et de sécheresse pèsent lourd sur l'agriculture. L'année précédente, elles ont entraîné une baisse de 6 % de la production céréalière pour la récolte 2023/2024. Les estimations préliminaires pour la récolte 2024/2025 ne s'annoncent guère meilleures. Les feux et la sécheresse ont ainsi touché des millions d'hectares de terres cultivables, menaçant des cultures cruciales comme le maïs, le soja et la canne à sucre, qui représentent une part importante des exportations brésiliennes. Les pertes de rendement pourraient atteindre 15 % dans certaines régions. La sécheresse est aussi particulièrement dévastatrice pour les cultures pérennes comme le café et les oranges (les prévisions pour la saison 2024/25 annoncent une baisse de 7 % de la production d'oranges, selon le centre de recherche Fundecitrus). La sécheresse retarde également les semis de soja, et donc aussi ceux du maïs, cultivé en deuxième récolte après le soja, ce qui pourra limiter les rendements et les possibilités de produire une troisième récolte. Les incendies qui se sont produits de juillet à août de cette année ont généré des pertes de 14,7 milliards BRL pour l'agriculture brésilienne, dans près de trois millions d'hectares de propriétés rurales. C'est ce qu'estime la Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil (CNA). Le calcul prend en compte les pertes dans la production de bovins de boucherie, la canne à sucre et la qualité des sols (article [ici](#)).

Les résultats sont particulièrement préoccupants pour l'État de São Paulo en ce qui concerne la canne à sucre. Le Secrétariat à l'Agriculture et à l'Approvisionnement de l'État de São Paulo (SAA-SP) estime les pertes causées par les incendies à 2 milliards BRL, dont 1,2 milliards liés à la production de canne à sucre. Toutefois, la zone brûlée ne représente que 5 % de la superficie totale de canne à sucre plantée dans l'État, qui est de 4,3 millions d'hectares. La perte de production impacte tout de même l'offre et fait grimper les prix mondiaux du sucre.

Face aux incendies qui ont touché les producteurs, le gouvernement met en place une ligne de crédit. Ces crédits, initialement destinés à la restauration des pâturages dégradés, seront disponibles pour les agriculteurs touchés par les feux (le Plano Safra avait alloué un total de 7,7 milliards BRL, dont 1,2 milliard BRL a déjà été utilisé : reste donc 6,5 milliards BRL). Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture, Carlos Fávaro, a souligné que le choix d'organiser la réunion ministérielle du G20 dédiée à l'agriculture à proximité du parc national de la Chapada dos Guimarães (État du Mato Grosso), récemment touché par les incendies, était stratégique : cela visait à sensibiliser la communauté internationale aux défis posés par le changement climatique, tout en renforçant le leadership du Brésil sur ces questions. À cette occasion, le ministre a également appelé à un renforcement des lignes de crédit internationales (articles [ici](#) et [ici](#)).

Photo du mois

Le Brésil a accueilli la réunion ministérielle du G20 les 12 et 13 septembre 2024 dans l'État du Mato Grosso.



Crédit photo Pierre-Adrien ROMON, la délégation française prend la parole lors du G20 agriculture au Brésil, septembre 2024.

Actualités des filières

Le Brésil suscite l'intérêt du monde entier pour les carburants aéronautiques durables

Le Brésil suscite l'intérêt du secteur des transports pour la production de biocarburants, une production déjà bien établie dans le pays. Le secteur aérien en particulier considère le Brésil comme un important centre de production pour les carburants durables d'aviation (SAF), fabriqués à partir d'huiles végétales ou animales. Bien que les projets brésiliens en soient encore à leurs débuts, ils devraient atteindre leur apogée vers la fin de la décennie, selon Guillaume Gressin, directeur exécutif de la stratégie et des opérations commerciales d'Airbus en Amérique latine. Ce sujet a été l'un des thèmes de l'événement « Neoliberalisation soutenue par la transition énergétique – Comment allier politique industrielle et politique de durabilité », organisé le 20 septembre par le journal *Estadão*, avec le soutien d'organisations patronales (Fiesp, Ciesp, Firjan et CNI). Pour le dirigeant d'Airbus, l'une des principales incitations à l'accélération de la production de SAF au Brésil est la législation en la matière. Au début du mois, le Congrès a approuvé le projet de loi « carburant du futur », qui prévoit notamment la création de programmes nationaux de SAF, ainsi que de diesel vert et de biométhane (article [ici](#)).

Des investissements massifs au Paraná pour l'industrialisation du soja

Des investissements de près de 5 milliards BRL ont été effectués par des coopératives et des groupes d'entreprises du Paraná dans la filière soja. Ces investissements viennent renforcer la position de l'État comme l'un des principaux centres d'industrialisation du soja au Brésil. Cette stratégie vise à ajouter de la valeur aux produits, bénéficiant ainsi à toute la chaîne de production. Bien que la majorité des céréales soient destinées à l'exportation sous forme de grains vers la Chine, l'Union européenne et le Moyen-Orient, une part croissante du soja est désormais transformée localement en dérivés tels que l'huile et le biodiesel (article [ici](#)).

5,65 Mha

Il s'agit de la surface brûlée au Brésil entre janvier et septembre 2024

Le Brésil ambitionne de produire 45% à 50% de sa demande interne d'engrais d'ici 2050

Le Brésil est le premier importateur mondial d'engrais, achetant 87% de ce qu'il consomme à des pays comme le Canada, la Russie, la Biélorussie, Israël et l'Allemagne. Selon le Conseil national des engrais (Confert), le pays importe 75% des phosphates, 85% de l'azote et 95% du potassium. En 2022, le Secrétariat spécial pour les affaires stratégiques, lié à la Présidence de la République, a publié le Plan national des engrais 2050 (PNF 2050). Le plan a pour objectif de produire sur le territoire national 45 à 50% de la demande de fertilisants. Bernardo Silva, directeur exécutif de l'Union nationale des industries de matières premières pour engrais (Sinprifert), estime que pour atteindre ce résultat, le pays à travers les différents acteurs publics et privés devra investir 150 Md BRL. Les investissements commencent déjà peu à peu à émerger (article [ici](#)).

Production

La récolte de grains devrait atteindre un niveau record en 2024/2025, sous réserve des impacts de la sécheresse

La Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab) prévoit une production record pour la récolte 2024/2025, sous réserve toutefois de l'impact de la sécheresse historique. Selon les projections, la production atteindrait en 2024/25 326,9 millions de tonnes de grains, ce qui représente une augmentation de 8% par rapport à la saison précédente. Les chiffres ont été présentés lors de l'événement « Perspectives pour l'agriculture et l'élevage » qui s'est tenu le 17 septembre 2024. Les données

comprennent la production nationale de soja, de maïs, de haricots, de riz et de coton, qui représentent environ 90% de la production céréalière brésilienne. Les prévisions, qui ont été lancées pour la première fois en partenariat avec Banco do Brasil, sont les premières de la saison. La Conab estime également que la superficie plantée pour la récolte 2023/24 devrait passer de 79,721 millions d'hectares à 81,404 millions, ce qui représente une augmentation de 2,11%. La projection inclut également la mesure de la productivité, qui devrait augmenter de 5,94% si les conditions météorologiques se situent « dans la fourchette normale ». Selon la Conab, l'augmentation de la production est principalement due à la prévision d'une augmentation du volume récolté et à la « légère reprise » de la superficie plantée en riz et en haricots (article [ici](#)).

Le coût de production des 3 plus grands exportateurs mondiaux de maïs

Bien que l'Argentine ne soit pas parmi les plus grands producteurs mondiaux, elle est le troisième exportateur mondial de maïs derrière les États-Unis et le Brésil. Une analyse réalisée par Itaú BBA donne une prévision des coûts de production du maïs pour la saison 2024/25. L'article montre que les États-Unis auront le coût à l'hectare le plus élevé (1 174 USD/ha), suivis du Brésil (597 USD/ha) et de l'Argentine (576 USD/ha). Ce coût élevé aux États-Unis s'explique par une utilisation plus intensive d'engrais et de machines. Le Brésil, traditionnellement le moins cher à l'hectare grâce à l'azote laissé par la culture de soja, voit ses coûts augmenter avec la dépréciation du réal. Toutefois, en tenant compte des rendements, le coût par tonne devient plus avantageux aux États-Unis. Il est à noter que le Brésil cultive généralement le maïs en seconde récolte annuelle après le soja ce qui limite la productivité du maïs (article [ici](#)).

Exportations

Nouveaux accords pour stimuler les exportations des micro et petites entreprises du secteur agroalimentaire brésilien

L'Agence Brésilienne de Promotion des Exportations et des Investissements

(ApexBrasil) et le Service Brésilien d'Appui aux Micro et Petites Entreprises (Sebrae) ont signé, le 17 septembre, sept accords visant à stimuler les exportations d'entreprises du secteur agroalimentaire brésilien. Ces partenariats, principalement situés dans les régions Nord et Nord-Est, ont pour objectif de renforcer leur stratégie d'exportation. Ces accords pourraient générer environ 185 milliards BRL en exportations entre 2024 et 2025. Les secteurs ciblés incluent le riz, le chocolat, la viande bovine, les fruits, les machines pour la production d'éthanol et des produits pour animaux de compagnie. Les accords prévoient la promotion des entreprises brésiennes lors de salons internationaux, des rencontres commerciales avec des acheteurs du monde entier, des missions d'importateurs au Brésil pour découvrir la production nationale, des études de marché, la défense des intérêts et l'accès à de nouveaux marchés (article [ici](#)).

Le Brésil continue les ouvertures de marchés internationaux

Le gouvernement brésilien s'est félicité des annonces d'ouvertures de marchés faites par l'Angola et la Corée du Sud pour l'importation de noix de macadamia entières en provenance du Brésil, par l'Australie et le Royaume-Uni pour l'importation de noix de macadamia transformées, et par la Malaisie pour l'importation de viande de porc et d'abats. Avec ces nouvelles ouvertures, l'agro-industrie brésilienne atteint sa 127^e ouverture de marché en 2024, totalisant 205 ouvertures dans 60 destinations depuis le début de l'année 2023 (article [ici](#)).

L'impact d'un éventuel accord de libre-échange entre le Mercosur et la Chine

Une étude du Conseil d'Affaires Brésil-Chine (CEBC) projette les effets d'un potentiel accord de libre-échange entre le Mercosur et la Chine d'ici 2035. Le Brésil pourrait voir une hausse de 1,43 % de son PIB, avec des gains principalement dans l'agro-industrie (14,6 milliards USD), mais des pertes dans l'industrie manufacturière (6,7 milliards USD), affectant des secteurs comme le textile et l'électronique. Le rapport met en avant l'importance d'intégrer les investissements et les chaînes

de valeur pour compenser les pertes industrielles (article [ici](#)).

Les États-Unis mènent des actions antidumping contre les produits brésiliens

En 2023, les États-Unis ont importé pour environ 233 millions USD de produits soumis à des mesures antidumping et compensatoires ayant un impact sur le Brésil. Environ 71 % des opérations concernaient des produits de l'industrie manufacturière, tandis que 29 % étaient liées à l'agriculture. Environ 83 % des exportations touchées en 2023, se sont concentrées sur trois produits : le fil de fer, le miel naturel et le papier d'aluminium. Les trois produits ont totalisé 205,1 millions de dollars d'importations américaines l'année dernière. Les États-Unis sont le pays où le Brésil compte le plus grand nombre de mesures de défense commerciale en vigueur (il y en a actuellement 13). L'Argentine est le second pays avec 12 mesures antidumping (article [ici](#)).

Agriculture et, environnement

La commission européenne propose de retarder l'application du règlement anti-déforestation

Le Brésil avait demandé à l'Union européenne, dans une lettre envoyée le 11 septembre, de repousser la mise en œuvre du règlement européen sur la déforestation. Ce règlement, qui impacte environ 30 % des exportations brésiliennes vers l'UE, soit environ 15 milliards de dollars, pourrait nuire aux intérêts commerciaux du Brésil. Le 18 septembre, le porte-parole de la Commission européenne, Eric Mamer, avait confirmé que la loi entrerait en vigueur en 2025, invoquant l'urgence de la lutte contre la déforestation. Cependant la commission européenne a finalement annoncé le 2 octobre qu'elle propose de repousser d'un an l'application du règlement. La décision doit encore passer par le Parlement et le Conseil. Le gouvernement brésilien se félicite de cette nouvelle. Adoptée en 2022, cette législation interdit l'importation de 7 produits et de leurs dérivés provenant de zones déforestées après 2020, dont la viande de bœuf, le soja, et le café (articles [ici](#) et [ici](#)).

Actualités sanitaires et phytosanitaires

Les biointrants peuvent générer des économies de 5,1 milliards de dollars pour le Brésil

Le Brésil peut économiser jusqu'à 5,1 milliards de dollars par an grâce à l'adoption de l'utilisation de biointrants dans les cultures telles que le maïs, le riz, le blé, la canne à sucre et l'élevage, en plus de réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est la conclusion d'une nouvelle étude menée par le ministère de l'Agriculture, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Association brésilienne pour la bio-innovation (ABBI) et l'Institut Senai pour l'innovation dans les biosynthétiques et les fibres. Selon l'étude, le remplacement partiel des engrais azotés par des biointrants contribue à augmenter l'efficacité de l'utilisation des nutriments et à atténuer les effets climatiques. L'utilisation de biointrants a le potentiel de réduire jusqu'à 18,5 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an, indique le rapport, contribuant ainsi « au développement d'une agriculture à faible émission de carbone au Brésil ».

Possibilité de grève des inspecteurs agricole du ministère de l'agriculture

Les inspecteurs agricoles se sont réunis en assemblée générale pour décider d'une grève à la suite d'une proposition du ministère de l'agriculture (Mapa) qui suggère des changements dans la structure hiérarchique des centres d'inspections. Les grévistes craignent que la mesure facilite les nominations politiques aux postes de direction, ce qui pourrait compromettre l'impartialité des inspections des usines. Deux services sont affectés par la mesure : le Vigiagro (Surveillance agricole internationale) et l'inspection des produits d'origine animale (article [ici](#)).

Evènements

Du 10 au 13 septembre 2024, le Brésil a accueilli à proximité de la Chapada dos Guimarães (Etat du Mato Grosso), le quatrième groupe de travail et la réunion ministérielle du G20 dédiés à l'agriculture.

Pour la première fois depuis plusieurs années, les Etats membres du G20 se sont accordés sur un communiqué des ministres ce qui constitue indéniablement un succès pour la Présidence brésilienne. Le communiqué souligne la nécessité de renforcer la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires, la contribution du commerce international et de l'agriculture familiale à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la nécessité de renforcer l'intégration de la pêche et de l'aquaculture dans les chaînes de valeur.